



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**  
**SERVICE ETUDES ET STATISTIQUES**

**INDICATEURS DE  
CONJONCTURE**



**DECEMBRE 2015**

## Table des matières

<b>I. INTRODUCTION</b> .....	<b>1</b>
<b>II. PRODUCTION</b> .....	<b>1</b>
Indice de la production industrielle .....	1
Café .....	1
Thé .....	1
<b>III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION</b> .....	<b>1</b>
<b>IV. FINANCES PUBLIQUES</b> .....	<b>2</b>
Recettes .....	3
Dépenses.....	3
Dettes publiques .....	3
-Dette intérieure .....	3
-Dette extérieure .....	3
<b>V. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES</b> .....	<b>4</b>
Base monétaire .....	4
Masse monétaire .....	4
Contreparties .....	5
<b>VI. COMMERCE EXTERIEUR</b> .....	<b>5</b>
Exportations.....	5
Importations .....	6
<b>VII TAUX DE CHANGE</b> .....	<b>6</b>
<b>VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE</b> .....	<b>6</b>
Principaux emplois.....	6
Rentabilité du secteur bancaire.....	8
Normes prudentielles .....	8
<b>ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE AU 31/12/2015</b> .....	<b>9</b>
<b>(en Millions de BIF)</b> .....	<b>9</b>
<b>ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS</b> .....	<b>10</b>
<b>ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS</b> .....	<b>11</b>

## I. INTRODUCTION

Les principaux indicateurs économiques ci-après portent sur l'évolution, à fin décembre 2015, du secteur réel et des prix, des finances publiques, du commerce extérieur et du taux de change, de la masse monétaire et ses contreparties ainsi que des indicateurs d'activité du secteur bancaire.

En glissement annuel, le secteur réel a été caractérisé par la baisse de la production industrielle, l'accroissement des productions de café parche et du thé ainsi que la hausse de l'inflation.

Le déficit budgétaire s'est approfondi comparativement à la même période de l'exercice précédent.

Le secteur monétaire a enregistré une faible croissance de la masse monétaire et une baisse de la base monétaire et une contraction du crédit à l'économie.

Le déficit de la balance commerciale s'est réduit par rapport à celui de l'exercice précédent suite à l'effet conjugué de la diminution des importations et de l'augmentation des exportations.

Pour le secteur bancaire, alors que le portefeuille crédit s'est fortement détérioré, les ressources et les emplois se sont accrus. Le rendement s'est amélioré et les normes prudentielles se sont fixées au-dessus des seuils réglementaires.

## II. PRODUCTION

Par rapport au mois précédent, le secteur réel a été marqué, au mois de décembre 2015, par la baisse de la production industrielle et la hausse de la récolte du thé en feuilles vertes. En glissement annuel, la production industrielle a chuté

tandis que les volumes cumulés du café et du thé en feuilles vertes ont progressé.

### Indice de la production industrielle

Au mois de décembre 2015, la production industrielle a reculé par rapport au mois précédent. En effet, l'indice de la production industrielle a chuté de 27,1 p.c., revenant de 146,4 à 106,7, en raison principalement de la baisse de la production du sucre (-95,5 p.c.) et de cigarettes (-1,6 p.c.).

De même, en glissement annuel, l'indice a diminué de 10,0 p.c. suite essentiellement au recul de la production de boissons de la BRARUDI (-21,2p.c.).

### Café

A fin décembre 2015, les apports cumulés de café Arabica en parche de la campagne 2015/2016 se sont fixés à 22.009 contre 18.450 T pour la campagne précédente, soit une augmentation de 3.559 T ou 19,3 p.c.

### Thé

La production de thé en feuilles vertes du mois de décembre 2015 a progressé de 54,5 p.c. par rapport au mois précédent, passant de 3.763 à 5.813 T, sous l'effet de la bonne pluviosité. Aussi, la production cumulée a augmenté en glissement annuel de 4,3 p.c., passant de 48.495 à 50.578 T.

## III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Au cours du mois de décembre 2015, l'indice des prix à la consommation s'est élevé à 111,1 contre 103,7 à la même période de 2014, traduisant un taux d'inflation de 7,1 p.c. en rapport avec la

hausse des prix des produits alimentaires (12,1 p.c.) et non-alimentaires 3,4 p.c.).

La hausse des prix de l'alimentation s'explique par l'augmentation des prix des produits de ce secteur principalement des articles des sous divisions « pains et céréales » (+7,7 p.c.), « lait, fromage et œufs » (+7,6 p.c.), « légumes » (+28,3 p.c.), « produits alimentaires non définis ailleurs » (+16,1 p.c.), et « sucre, confiture, miel, chocolat et confiserie » (+9,7 p.c.). Par contre, les prix des sous divisions « poissons » (-10,6 p.c.), et « huiles et graisses » (-7,0 p.c.) et « fruits » (-10,6 p.c.) ont diminué.

L'inflation non alimentaire est liée à la hausse des prix des divisions comme « articles d'habillement et articles chaussants » (10,6 p.c.), « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (0,1 p.c.), « communications » (17,0 p.c.), « transport » (0,3 p.c.), « loisirs et culture » (2,7 p.c.), « hôtellerie, café et restauration » (9,3 p.c.), « enseignement » (1,7 p.c.), et « autres biens et services » (3,7 p.c.).

## Indice des prix à la consommation (Déc.2013=100)

	déc-14	déc-15	Variation
<b>1. Alimentation</b>	<b>99,2</b>	<b>111,2</b>	<b>12,1%</b>
<b>2. Hors alimentation</b>	<b>107,4</b>	<b>111,1</b>	<b>3,4%</b>
- Boissons alcoolisées et Tabac	101,1	100,6	-0,5%
- Articles d'habillement et articles chaussants	113,7	125,8	10,6%
- Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	108,5	108,6	0,1%
- Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	110,5	112,4	1,7%
- Santé	111,5	110,5	-0,9%
- Transport	101,9	102,2	0,3%
- Communications	101,3	118,5	17,0%
- Loisirs et culture	104,8	107,6	2,7%
- Enseignement, éducation	103	104,8	1,7%
- Hôtellerie, café et restauration	108,1	118,2	9,3%
- Autres biens et services	107,4	111,4	3,7%
<b>Indice général</b>	<b>103,7</b>	<b>111,1</b>	<b>7,1%</b>

Source : ISTEEDU

En comparaison avec le mois précédent, les prix ont augmenté de 1,0 p.c. suite principalement à la hausse des prix du groupe « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (3,2 p.c.) et « hôtellerie, cafés et restauration » (0,3 p.c.) partiellement contrebalancée par la baisse des prix des groupes « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (-1,8 p.c.), « transport » (-0,2 p.c.), « autres biens et services » (-0,8 p.c.) et « boissons alcoolisées et tabac » (-1,8 p.c.).

## IV. FINANCES PUBLIQUES

A fin décembre 2015, la situation des finances publiques ne s'est pas améliorée. Les recettes collectées n'ont pas permis de couvrir les dépenses nécessaires pour la période et la dette publique s'est accrue, en particulier celle en rapport avec les bons et obligations du Trésor et les avances de la Banque Centrale.

## Recettes

Par rapport au mois précédent, les recettes publiques du mois de décembre 2015 ont enregistré une progression de 23.991,6 MBIF, passant de 45.319,8 à 69.311,4 MBIF, en rapport avec l'augmentation des recettes fiscales (13.356,8 MBIF), non fiscales (8.988,7 MBIF) et exceptionnelles (1.646,1 MBIF).

En glissement annuel, le cumul des recettes publiques à fin décembre 2015 a chuté de 68.779,8 MBIF, soit 10,4 p.c. revenant de 663.212,0 à 594.432,2 MBIF. Cette baisse a concerné les recettes fiscales (-28.541,1 MBIF), non fiscales (-36.814,9 MBIF) et exceptionnelles (-3.423,7 MBIF).

## Dépenses

Le cumul des dépenses engagées à fin décembre 2015 s'élève à 998.567,1 contre 1.059.286,0 MBIF de la même période une année auparavant, soit une baisse de 5,7 p.c.

Les dépenses de personnel cumulées se sont fixées à 322.820,1 contre 314.387,2 MBIF à la fin de la période correspondante de 2014.

## Dettes publiques

D'un mois à l'autre, l'encours de la dette publique a augmenté de 4,3 p.c. suite à l'augmentation aussi bien de la dette intérieure (+5,7 p.c.) que de la dette extérieure (+2,1 p.c.).

De même, l'encours de la dette publique a progressé de 25,4 p.c. d'une année à l'autre, se fixant à 1.735.162,2 MBIF à fin décembre 2015 contre 1.383.828,1 MBIF à la période correspondante de 2014, en

raison de l'augmentation de la dette intérieure (+45,2 p.c.) et de la dette extérieure (+3,4 p.c.).

## - Dette intérieure

En flux mensuels, le stock de la dette intérieure a augmenté de 57.325,4 MBIF, passant de 999.016,9 à 1 056.342,4 MBIF suite à l'engagement de l'Etat aussi bien envers le secteur bancaire (+52.590,7 MBIF) et non bancaire (+4.734,7 MBIF).

D'une année à l'autre, le stock de la dette publique intérieure à fin Décembre 2015 a progressé de 329.078,0 MBIF, passant de 727.264,4 à 1 056.342,4 MBIF, en liaison avec l'augmentation de l'endettement de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire (+295.875,6 MBIF) et non bancaire (+33.202,3 MBIF).

Cette progression a résulté de la hausse des engagements de l'Etat envers la Banque Centrale (+195.054,4 MBIF) et les banques commerciales (+101.021,5 MBIF) atténuée par le désengagement de l'Etat envers les CCP (-200,2 MBIF).

## - Dette extérieure

D'un mois à l'autre, l'encours de la dette publique extérieure a augmenté de 13.986,3 MBIF, passant de 664.833,5 à 678.819,8 MBIF, suite aux plus-values de réévaluation (11.721,1 MBIF) et aux nouveaux tirages (2.265,2 MBIF).

A fin Décembre 2015, l'encours de la dette publique extérieure s'est accru de 22.256,1 MBIF, passant de 656.563,7 à 678.819,8 MBIF. Cette augmentation est liée aux nouveaux tirages (13.281,5 MBIF) et aux plus-values de réévaluation

(14.460,2 MBIF), partiellement contrebalancés par les amortissements (5.485,6 MBIF).

Exprimé en dollars américains, le stock de la dette extérieure à fin décembre 2015 a diminué de 2,7 MUSD, revenant de 423,3 à 420,6 MUSD.

## **V. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES**

En glissement annuel, la base monétaire a décliné de 8,6 p.c. à fin décembre 2015 contre une augmentation de 15,8 p.c. à la période correspondante de l'année précédente. De même, le taux de croissance de la masse monétaire a décliné, revenant de 11,3 p.c. à 1,5 p.c. Cette décelération est imputable à l'amplification de la diminution des avoirs extérieurs nets (-142,2 contre -21,4 p.c.) qui a contrebalancé la croissance du crédit intérieur (23,9 contre 16,8 p.c.).

### **Base monétaire**

Comparée au mois de décembre 2014, la base monétaire s'est sensiblement contractée de 30.492,8 MBIF à fin décembre 2015, revenant de 355.001,0 à 324.508,2 MBIF. Cette diminution a principalement résulté de la baisse des dépôts des banques commerciales (-35.744,4 MBIF) qui a été légèrement atténuée par la hausse des billets et pièces en circulation (+3.382,8 MBIF), des dépôts des sociétés non financières publiques (+812,6 MBIF), des établissements financiers (+584,8 MBIF) ainsi que celle des établissements de micro finances (+575,9 MBIF).

### **Masse monétaire**

D'une fin d'année à l'autre, la masse monétaire M3 (1.061.261,3 contre 1.045.336,7 MBIF) a faiblement augmenté de 1,5 p.c. à fin décembre 2015. Cet accroissement s'explique par la hausse de l'agrégat monétaire M2 (+43.535,4 MBIF) partiellement contrebalancée par la baisse des dépôts en devises des résidents (-27.610,8 MBIF).

La progression de la masse monétaire M2 a concerné les disponibilités monétaires (+5.498,7 MBIF) et les dépôts à terme et d'épargne (+38.036,7 MBIF). L'augmentation de l'agrégat M1 trouve son origine dans la hausse de la circulation fiduciaire hors banques (+7.490,6 MBIF), les dépôts à vue ayant diminué de 1.991,9 MBIF.

La contraction des dépôts à vue en BIF a porté sur les dépôts regroupés dans les « autres comptes » (-31.347,0 MBIF) et ceux des administrations locales (-329,4 MBIF) qui ont dépassé la progression des dépôts des particuliers (+12.447,1 MBIF), des sociétés non financières publiques (+4.830,3 MBIF), des entreprises privées (+7.511,9 MBIF) et des établissements financiers (+4.895,2 MBIF).

L'importante augmentation des dépôts à terme et d'épargne en BIF a résulté de la hausse des dépôts des entreprises privées (+25.411,4 MBIF), des particuliers (+3.646,4 MBIF), des établissements financiers (+8.299,9 MBIF), des sociétés non financières publiques (+7.450,6 MBIF) et des administrations locales (+816,8 MBIF). Pour leur part, les dépôts regroupés dans les autres comptes ont diminué de 7.588,4 MBIF.

Les dépôts en devises des résidents se sont contractés de 27.610,8 MBIF suite à la baisse des dépôts regroupés dans les autres comptes (-10.776,3 MBIF), des dépôts des particuliers (-18.803,6 MBIF), des sociétés non financières publiques (-2.577,2 MBIF) et des établissements financiers (-614,2 MBIF). En revanche, les dépôts des entreprises privées ont augmenté de 5.118,3 MBIF.

### Contreparties

De fin décembre 2014 à fin décembre 2015, le crédit intérieur a sensiblement augmenté de 271.127,0 MBIF soit 23,9 p.c., passant de 1.135.873,8 à 1.407.000,8 MBIF, en raison de la forte augmentation des créances nettes sur l'Etat (+303.556,2 MBIF) qui a été partiellement contrebalancée par la diminution des créances sur l'économie (-32.429,2 MBIF).

L'accroissement des créances nettes sur l'Etat s'explique par la hausse des avances de la Banque Centrale (+193.661,0 MBIF), des bons et obligations du Trésor détenus par les banques commerciales (+106.085,4 MBIF) et des autres créances sur l'administration centrale (+686,1 MBIF) dans les banques commerciales dans une moindre mesure ainsi que la baisse des dépôts du secteur gouvernemental (-3.323,9 MBIF).

La diminution des créances sur l'économie est imputable à la baisse des crédits à court terme (-4.440,9 MBIF) et à moyen terme (-36.338,5 MBIF) partiellement contrebalancée par la hausse des financements à long terme (+5.302,6 MBIF).

Les avoirs extérieurs nets ont sensiblement chuté de 256.675,4 MBIF, soit -142,2 p.c., revenant de 180.525,3 MBIF à fin décembre 2014 à -76.150,1 MBIF à fin décembre 2015, en raison de la compression des financements extérieurs et des interventions de la Banque sur le Marché Interbancaire de Devises (192,9 MUSD). Exprimées en dollars américains, les réserves de change nettes ont également chuté de 140,5 p.c., revenant de 116,2 à -47,1 millions.

Face à la baisse persistante des apports extérieurs, les réserves de change officielles de la Banque qui s'élevaient à 317,27 MUSD à fin décembre 2014 ont chuté à 136,37 MUSD à fin décembre 2015, entraînant une baisse de la couverture en mois d'importations (2,3 contre 4,1 mois).

## VI. COMMERCE EXTERIEUR

Au terme du mois de décembre 2015, le commerce extérieur a été marqué par une faiblesse des exportations (-7,4 p.c.) et des importations (-5,3 p.c.). En conséquence, il se dégage un déficit de la balance commerciale moins alourdi que celui de 2014, soit -937.363,8 contre -985.142,4 MBIF.

### Exportations

Les exportations cumulées à fin décembre 2015 ont diminué de 7,4 p.c. en valeur, revenant de 203.843,6 à 188.738,0 MBIF. Le volume exporté a, par contre, augmenté de 3,2 p.c. passant de 82.825 à 85.499 T.

En valeur, cette contraction s'explique par la diminution des exportations de café

(-26,2 p.c.), des minerais (-15,9 p.c.), des savons (-13,2 p.c.) et des autres produits manufacturés (-43,9 p.c.).

L'accroissement du tonnage exporté est essentiellement dû à la hausse des exportations des autres produits primaires (27,5 p.c.), des produits BRARUDI (7,5 p.c.), de la farine de blé (34,1 p.c.), des savons (12,0 p.c.) et des peaux brutes (187,3 p.c.). En revanche, le volume exporté du thé a enregistré une baisse de 1,2 p.c.

### **Importations**

A fin décembre 2015, les importations cumulées ont diminué en valeur (-62.884,2 MBIF) et en volume (-168.322 T), revenant de 1.188.986,0 à 1.126.101,8 MBIF et de 798.239 à 629.916 T, respectivement.

La baisse de valeur est imputable aux faibles importations des biens de production (-26,1 p.c.), essentiellement les biens destinés à la métallurgie (-18,9 p.c.) à l'industrie agroalimentaire (-20,4 p.c.), à l'alimentation (-21,9 p.c.), à la construction (-27,2 p.c.), les produits pétroliers (-32,1 p.c.), et les autres biens de production (-30,0 p.c.). Par contre, les biens d'équipement et de consommation ont augmenté de 28,3 et de 0,4 p.c. respectivement.

La baisse du tonnage importé de 21,1 p.c. trouve son explication dans la contraction du volume des importations des biens de production (-19,0 p.c.), d'équipement (-4,7 p.c.) et de consommation (-27,9 p.c.).

### **VII TAUX DE CHANGE**

Par rapport au dollar américain, le franc Burundi (BIF) du mois de décembre 2015 s'est établi à 1.614,02 contre 1.551,23 à la même période de 2014, soit une dépréciation de 4,05 p.c. En fin de période, le taux de change du BIF/USD s'est élevé à 1.617,13 contre 1.553,05, soit une dépréciation de 4,1 p.c.

Par rapport au mois précédent, le BIF s'est déprécié de 1,0 p.c. face au dollar américain, passant de 1.598,01 à 1.614,02 BIF.

### **VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE**

Les ressources et les emplois du secteur se sont accrus, le rendement s'est amélioré et les normes prudentielles se sont fixées au-dessus des seuils réglementaires.

#### **Principaux emplois**

En glissement annuel, le total des emplois bruts<sup>1</sup> du secteur bancaire ont augmenté de 3,9 p.c., passant de 1.582.924,2 MBIF au 31 décembre 2014 à 1.645.266,7 MBIF au 31 décembre 2015. Malgré cette croissance des emplois, les crédits bruts du secteur bancaire ont connu une diminution de 4,0 p.c., revenant de 836.831,2 MBIF à 803.605,6 MBIF et les actifs liquides ont baissé de 4,1 p.c., revenant de 514.743,2 MBIF à 493.719,2 MBIF.

Contrairement à la baisse des crédits et des actifs liquides, les autres actifs ont augmenté sensiblement, passant de 231.349,8 MBIF à fin décembre 2014 à 347.941,8 MBIF à fin décembre 2015, soit

---

<sup>1</sup> Le total des emplois nets s'élève à 1 461821,7 MBIF au 31/12/ 2015



une augmentation de 50,4 p.c. La répartition des emplois montre que les bons et obligations du Trésor ont augmenté de 72,0 p.c., passant de 147.702,9 MBIF à fin décembre 2014 à 254.118,6 MBIF à fin décembre 2015. Ce qui témoigne une certaine préférence par le secteur bancaire d'investir dans les placements financiers constitués par les bons et obligations du Trésor au détriment du financement des crédits à l'économie.

### Répartition des crédits par branches d'activité

L'analyse de la répartition des crédits par secteurs d'activités montre qu'à fin décembre 2015, les crédits alloués au secteur commerce sont prépondérants, suivi des crédits destinés aux industries et à l'habitat. A fin décembre 2015, les trois branches ont totalisé environ 53,8 p.c. du total des crédits.

Toutefois, on observe que la part des crédits alloués au commerce a baissé comparée à celle de l'année précédente, en passant de 44,2 p.c. en décembre 2014 à 29 p.c. à fin décembre 2015. Par contre, les crédits à l'industrie et à l'habitat ont augmenté respectivement de 1 p.c. et 7,8 p.c.

### Ventilation des crédits par branches d'activité (en % du total des crédits)

	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15
Habitat	6,8	8,8	6,8	6,6	7,3	9,8
Autres constructions	0,6	1	1,9	1,8	2,3	8,5
Industrie	6	7,1	6,8	6,2	7	14,9
Commerce	52	44,2	43	42,7	39,8	29,0
Tourisme	3,7	2,5	4	3,8	4,6	3,6
Agriculture	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	3,0
Artisanat	0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Petit équipement	25,4	25,8	25,6	29,8	25,5	3,1
Café	1	0,3	0,7	2,4	3,2	2,6
Autres produits	1,8	6,4	7	2,3	7,3	0,1
Divers	2,2	3,4	3,6	3,6	2,4	25,3

Source : BRB, données sur la situation consolidée du secteur bancaire

### La qualité du portefeuille crédit

Comparativement à fin décembre 2014, la qualité du portefeuille crédits du secteur bancaire s'est davantage détériorée en 2015. Le niveau des prêts impayés a augmenté de 47,7 p.c., passant de 99.501,0 MBIF à 146.954,4 MBIF. De même, le taux de détérioration s'est élevé à 18,6 contre 11,1 p.c. d'une fin d'année à l'autre.

L'analyse des impayés par secteurs d'activités montre que les secteurs ayant le plus de volume des prêts impayés sont les secteurs commerce, autres constructions et l'hôtellerie et le tourisme à fin décembre 2015 qui totalisent 57 p.c. du montant global des impayées, soit 35,5 p.c. pour le commerce ; 13,5 p.c. pour la construction et enfin 8,1 p.c. pour l'hôtellerie et le tourisme.

En glissement annuel, les dépôts ont connu une augmentation de 4,5 p.c.,

passant de 950.754,5 MBIF à fin décembre 2014 à 993.065,9 MBIF à fin décembre 2015. Le marché interbancaire a été moins dynamique en 2015, traduisant une diminution des emprunts interbancaires de -5,5p.c., passant de 96.608,5MBIF à fin décembre 2014 à 91.319,1MBIF à fin décembre 2015

A cet égard, la faible augmentation des dépôts conjuguée avec la baisse des emprunts interbancaires a fait que, pour faire face aux engagements, le secteur bancaire a dû faire recours aux financements de la Banque Centrale. Ainsi, le financement auprès de la Banque Centrale a augmenté de 197,0 p.c. d'une fin année à l'autre, passant de 4.882,7 à 14.503,5 MBIF.

#### **Rentabilité du secteur bancaire**

La rentabilité du secteur bancaire s'est améliorée en 2015. Ainsi, le résultat net des établissements de crédit a passé de 14.066,1 MBIF à fin décembre 2014 à 22.579,7 MBIF à fin décembre 2015, soit une hausse de 60,5 p.c. Ainsi, les performances du secteur bancaire en 2015 font que le taux de rendement des actifs et le taux de rendement des fonds propres se sont améliorés, passant respectivement de 0,9 à 1,4 p.c. et de 6,1 à 9,4 p.c. de fin décembre 2014 à fin décembre 2015.

#### **Normes prudentielles**

Par rapport aux normes prudentielles, le secteur bancaire s'établit au-dessus des seuils réglementaires pour l'ensemble des normes. L'adéquation des fonds propres est supérieure à la norme en se situant pour le ratio de solvabilité de base à 16,7 p.c. contre une norme minimale de 10 p.c. et pour le ratio de solvabilité globale à 19,3 p.c. contre une norme minimale de 12 p.c. Le ratio de levier est de 14,3 p.c. pour une limite minimale de 7 p.c.

**ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE AU 31/12/2015**  
(en Millions de BIF)

Rubriques	Total secteur bancaire		
	31/12/2014	31/12/2015	Variation en %
<b>I. EMPLOIS</b>	<b>1 582 924,2</b>	<b>1 645 266,7</b>	<b>3,9</b>
<b>1. Principaux Emplois</b>	<b>1 351 574,5</b>	<b>1 297 324,9</b>	<b>-4,0</b>
<b>A. Liquidité</b>	<b>514 743,2</b>	<b>493 719,2</b>	<b>-4,1</b>
. Caisse	41 853,4	41 002,0	-2,0
. B.R.B.	119 225,3	87 159,8	-26,9
. Banques & Etablissements Financiers	205 961,7	111 438,8	-45,9
. Bons et Obligations du Trésor	147 702,9	254 118,6	72,0
<b>B. Crédits</b>	<b>836 831,2</b>	<b>803 605,7</b>	<b>-4,0</b>
. Court terme	369 110,4	472 698,8	28,1
. Moyen terme	205 977,3	211 521,5	2,7
. Long terme	161 852,1	119 385,5	-26,2
. Crédits bail	-	-	-
. Autres crédits	390,4	-	-100,0
dont : Impayés	99 501,0	146 954,4	47,7
<b>2. Autres</b>	<b>231 349,8</b>	<b>347 941,8</b>	<b>50,4</b>
<b>II. RESSOURCES</b>	<b>1 582 924,2</b>	<b>1 645 266,7</b>	<b>3,9</b>
<b>1. Les Principales Ressources</b>	<b>1 052 245,7</b>	<b>1 098 888,5</b>	<b>4,4</b>
. Clientèle	950 754,5	993 065,9	4,5
. B.R.B.	4 882,7	14 503,5	197,0
. Banques & Etablissements Financiers	96 608,5	91 319,1	-5,5
dont : locales	-	81 866,9	-
<b>2. Autres</b>	<b>530 678,5</b>	<b>503 813,1</b>	<b>-5,1</b>
<b>III. Résultat Cumulé :</b>	<b>12 265,8</b>	<b>15 184,1</b>	<b>23,8</b>
. Résultat de l'exercice	14 066,1	22 579,7	60,5
. Dotations complémentaires	2 508,9	3 273,6	30,5
. Résultat net de l'exercice	11 557,2	20 606,8	78,3
. Résultat des exercices précédents	708,6	-6759,2	-1 053,9
<b>IV. Normes prudentielles</b>			
. Fonds propres de base (en MBIF)	200 630,6	206 742,9	3,0
. Fonds propres (en MBIF)	231 350,8	240 219,0	3,8
. Ratio de solvabilité de base (norme 10%)	15,6	16,7	
. Ratio de solvabilité globale (norme 12%)	18,1	19,3	
. Ratio de levier (norme 7%)	-	14,3	
. Coefficient de liquidité en BIF (norme 20%)	35,4	37,7	
. Coefficient de liquidité en devises (norme 20%)	84,9	119,5	
. Rapport entre R.S et E.I. (norme 60%)	150,6	131,4	
Taux de rendement des fonds propres	6,1%	9,4%	

## ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS

	2 014			2 015		
	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre	Novembre	Décembre
<b>I. PRODUCTION ET PRIX</b>						
1. Indice de la production industrielle (moyenne mens. 1989 = 100)	156,6	120,4	118,6	158,4	146,4	106,7
2. Apports de café Arabica en parche (Cumul en T)	18 270	18 450	18 450	22 009	22 009	22 009,0
3. Production de thé (Cumul en T de feuilles vertes)	39 260	43 802	48 495	41 002	44 765	50 578
4. Indice des prix à la consommation (déc.2013 = 100)	103,4	104,0	103,7	109,2	110,0	111,1
5. Taux d'inflation(en p.c)	3,5	4,2	3,8	5,6	5,8	7,1
<b>II. FINANCES PUBLIQUES</b>						
1. Recettes du budget consolidé (cumul en MBIF)	537 460,1	597 645,9	663 212,0	479 801,0	525 120,8	594 432,2
1.1. Recettes fiscales (cumul)	459 648,8	513 811,5	572 207,3	446 013,7	488 161,5	543 666,1
1.2. Recettes non fiscales (cumul)	70 754,3	76 705,9	83 819,1	31 671,6	34 843,6	47 004,2
1.3. Recettes exceptionnelles (cumul)	7 057,0	7 128,5	7 185,6	2 115,7	2 115,7	3 761,8
2. Dépenses cumulées	892 693,7	970 692,0	1 059 286,0	851 061,4	941 802,2	998 567,1
2.1. Dépenses de personnel (cumul en MBIF)	260 482,5	285 414,8	314 387,2	268 582,8	296 357,9	322 820,1
3. Dette publique (en MBIF)	1 371 846,7	1 334 532,9	1 383 828,1	1 622 395,8	1 663 850,4	1 735 162,2
3.1. Encours dette intérieure	714 706,9	678 708,7	727 264,4	955 873,8	999 016,9	1 056 342,4
dont bons et obligations du Trésor	224 259,8	225 519,8	230 040,0	303 966,0	333 539,1	357 465,8
avance ordinaire BRB	74 347,0	41 502,5	55 186,9	227 827,2	236 897,9	273 246,0
3.2. Encours dette extérieure	657 139,7	655 824,2	656 563,7	666 522,0	664 833,5	678 819,8
3.3. Encours dette extérieure ( en dollars américains)	424,2	423,2	423,3	420,8	416,0	420,6
3.3. Service dette extérieure (en MBIF)	1 967,6	572,7	199,4	1 389,7	0,0	0,0
dont amortissements	1 196,5	0,0	0,0	781,4	0,0	0,0
3.4. Tirages sur prêts extérieurs	148,6	4 305,6	3 231,2	0,0	202,8	2 265,2
<b>III. MONNAIE</b>						
1. Base monétaire (en MBIF)	370 346,0	330 835,7	355 001,0	354 013,8	320 756,6	324 508,2
2. Masse monétaire M3 (en MBIF)	1 032 844,4	996 175,3	1 045 336,7	1 081 197,4 (p)	1 038 583,8 (p)	1 061 261,3 (p)
2.1. Masse monétaire M2 (en MBIF)	876 745,6	848 915,9	880 206,6	945 650,0 (p)	894 084,1 (p)	923 742,0 (p)
3. Crédit intérieur (en MBIF)	1 098 571,6	1 072 427,8	1 135 873,8	1 391 887,4 (p)	1 404 465,2 (p)	1 407 000,8 (p)
4. Créances nettes sur l'Etat (en MBIF)	363 175,0	330 481,8	384 697,0	623 344,9 (p)	657 728,8 (p)	688 253,2 (p)
5. Avoirs extérieurs nets (MBIF)	203 175,4	191 883,9	180 525,3	-23829,3	-84403,3	(76 150,1)
6. Opérations sur les Appels d'Offres						
6.1. Apport de liquidité(MBIF)	-	-	-	-	16 493,2	19 800,0
7. Taux d'intérêt moyens pondérés (en p.c)						
7.1. Bons du trésor à 13 semaines	5,7	4,4	4,4	12,3	11,6	8,5
7.2. Bons du trésor à 26 semaines	8,2	7,3	6,8	13,0	13,0	11,5
7.3. Bons du trésor à 52 semaines	10,6	10,4	10,2	11,0	11,5	11,3
7.4. Reprise de liquidité	0,0	0,0	0,0	-	-	-
7.5. Apport de liquidité	0,0	0,0	0,0	7,1	4,7	3,4
7.6. Facilité de prêt marginal	6,5	7,9	8,0	14,8	13,4	9,8
7.7. Marché interbancaire	4,3	4,1	6,7	6,9	7,6	5,0
7.8. Taux créditeurs des banques commerciales	8,9	9,0	8,8	8,6	8,5	8,7
7.9. Taux débiteurs des banques commerciales	16,6	16,8	16,7	16,4	16,7	16,9
<b>IV. COMMERCE EXTERIEUR</b>						
1. Exportations (cumul en MBIF, fob DSL & fot Buja)	155 921,5	182 147,1	203 843,6	153 127,5	171 694,7	188 738,0
dont Café Arabica	59 797,8	74 028,8	84 988,4	40 381,4	54 624,2	62 685,7
1.1. Volume des exportations (cumul en T)	67 373	75 011	82 825	69 323	76 883	85 499
1.2. Prix moyen des contrats de vente de café Arabica fob DSL - US cts/lb	164,4	169,5	167,1	nd	nd	nd
- BIF/Kg	5 562,4	5 735,6	5 657,6	nd	nd	nd
1.3. Encaissements café (en MBIF)	49 407,0	54 961,5	59 687,6	36 818,8	44 244,7	53 156,9
2. Importations (cumul en MBIF)	974 959,1	1 073 821,4	1 188 986,0	973 579,3	1 056 843,5	1 126 101,8
dont produits pétroliers	218 857,5	237 888,5	258 646,5	148 116,3	160 120,7	175 740,1
2.1. Volume des importations (cumul en T)	669 972	733 739	798 239	524 525	578 792	629 916
<b>V. TAUX DE CHANGE</b>						
3.1. Indice du taux de change effectif du BIF (Déc2013 = 100)						
3.1.1. Nominal	115,8	118,2	119,7	nd	nd	nd
3.1.2. Réel	104,8	107,7	108,8	nd	nd	nd
3.2. Taux de change						
3.2.1. Taux de change BIF/\$US (fin de période)	1 549,4	1 550,0	1 553,1	1 585,4	1 610,9	1 617,1
3.2.2. Taux de change BIF/\$US (moyenne mensuelle)	1 549,0	1 549,7	1 557,2	1 583,8	1 598,0	1 614,0
(p) : Provisoire nd : Non disponible - : Données inexistantes.						

## ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS

	2010	2011	2012	2013	2014
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT ET PRIX</b>					
Croissance réelle du PIB ( en p.c.)	4,8	4,2	4,2	4,7	4,7
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	6,5	9,6	18,2	7,95	4,4
<b>SECTEUR EXTERIEUR</b>					
Exportations, f.à.b. (en millions de dollars)	101,2	124,0	134,7	91,7	125,2
Importations, CAF (en millions de dollars)	508,8	755,6	751,5	811,0	768,7
Volume des exportations (en tonnes)	38 998	47 476	52 300,0	57 207	79 580
Volume des importations (en tonnes)	494 987	681 790	705 348,0	809 077,0	798 246
Solde du compte courant (en millions de dollars)	-300,5	-262,7	-255,1	-252,6	384,5
Taux de change BIF/USD (moyenne de la période)	1 230,8	1 261,1	1 442,5	1 555,1	1 546,7
Taux de change BIF/USD (en fin de période)	1 232,9	1 361,5	1 546,1	1 542,0	1 553,1
Réserves de change brutes (en millions de USD, en fin de période)	332,1	295,6	312,9	321,2	317,3
Réserves de change brutes (en mois d'importations de l'année suivante)	6,5	4,0	4,0	4,2	4,2
<b>MONNAIE</b>					
Avoirs extérieurs nets (MBIF)	254 051,0	205 525,6	196 637,7	229 756,1	180 528,5
Crédit intérieur (en MBIF)	641 171,8	798 719,2	920 086,1	972 302,3	1135.873,8
Crédits nets à l'Etat	210 778,6	232 248,9	277 057,5	274 749,0	384.697,0
Crédits à l'économie	430 393,2	566 470,3	643 028,6	697 553,3	751.176,8
Masse monétaire ( M3 )	686 629,8	725 532,4	856 091,2	939 527,9	1.045.336,7
Masse monétaire ( M2 )	597 009,8	636 400,0	708 053,0	801 728,3	880.206,6
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2, fin de période)	4,2	4,5	4,7	5,1	5,3
Base monétaire (Taux de croissance )	6,0	0,7	16,1	23,6	15,8
Taux d'apport de liquidité (en p.c.)	8,6	13,3	-	-	-
Taux de la facilité de prêt marginal (en p.c.)	11,3	14,3	13,8	12,5	8,0
Taux moyens créditeurs des banques commerciales (fin de période)	7,3	7,6	8,8	9,0	8,8
Taux moyens débiteurs des banques commerciales (fin de période)	15,9	15,3	15,7	16,2	16,7
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>					
Recettes et dons (en p.c. du PIB)	25,2	24,1	21,0	22,2	20,9
Dépenses (en p.c. du PIB)	26,7	27,3	24,6	25,1	25,2
Solde primaire (en p.c. du PIB, base droits constatés)	-3,1	-1,7	-0,3	-2,4	-0,5
Solde budgétaire global (en p.c. du PIB, base droits constatés)					
- dons exclus	-11,2	-10,4	-8,2	-10,2	-9,4
- dons inclus	-1,7	-3,2	-3,6	-3,0	-4,3
Dettes intérieures (en MBIF)	427 102,6	513 482,5	539 599,5	597 961,8	730 117,7
Dettes extérieures (en MUSD, en fin de période)	401,2	356,3	393,0	413,0	429,6
Ratio du service de la dette extérieure (en p.c. des exportations)	2,6	2,5	3,4	3,5	4,1
Dettes extérieures publiques (en p.c. du PIB)	19,8	17,0	17,4	15,1	14,3
Pour mémoire					
PIB au prix du marché (en milliards de BIF)	2 501,0	2 819,5	3 365,8	3 798,7	4 206,2